

DISTRIBUTION DE LOGEMENTS SOCIAUX À TIPASA

Colère à Ahmer El Aïn

Les principaux axes routiers menant de la ville de Ahmer El Aïn vers Blida, Hadjout et Tipasa étaient fermés hier à la circulation.

Cette fermeture à la circulation qui dura plusieurs heures faisait suite à un mouvement de contestation populaire de plusieurs centaines d'habitants d'Ahmer El Aïn. Aucun véhicule n'a pu traverser les barages constitués de troncs d'arbres, de pneus et de blocs de pierre. M. Djamel Bouchouata, l'un des repré-

sentants de ce mouvement, nous a expliqué les mobiles de ces actions violentes.

«Ces citoyens exigent la publication et l'affichage de la liste des 325 bénéficiaires de logements, telle que validée par l'ancienne commission de la précédente APC», mais à la question de savoir pourquoi des

manifestations au niveau du siège de la daïra d'Ahmer El Aïn, notre interlocuteur s'est voulu précis à ce sujet : «A plusieurs reprises, des dizaines de citoyens avaient demandé audience auprès du chef de daïra pour s'enquérir sur ces logements mais ils n'ont pas été reçus. Alors, c'est le ras-le-bol.»

Pour sa part, M. Younès, le chef du cabinet de la daïra d'Ahmer El Aïn, dément ces assertions, en déclarant : «Pour preuve, regardez

ces copies de convocations envoyées à plusieurs citoyens selon un quota de rendez-vous, compte tenu de l'afflux important de ces demandeurs. On ne peut recevoir des centaines de personnes par jour. Alors, nous limitons les réceptions à quelques dizaines par jour».

Quant au maire de la ville d'Ahmer El Aïn, il estime que «l'APC, qui représente ces citoyens, souhaite avoir un droit de regard et devra être associée et consultée à toute déci-

sion, et même à l'entrevue avec ces derniers. Cela aurait permis de préciser les cas litigieux».

Mais les contestataires veulent du concret pour ce qui est de l'attribution des 325 logements, qui sont fin prêts, à savoir leur affectation. Les habitants sont en détresse», dira M. Bouchouata. «On nous a promis fin février 2013 l'affectation de 706 logements sociaux. Nous attendrons. Mais pas au-delà», confie ce dernier.

Larbi Houari

SECTEUR DE L'ÉDUCATION À BOUIRA

C'est le pourrissement total

Rien ne va plus dans le secteur de l'éducation à Bouira. Le directeur de l'éducation qui a engagé un véritable bras de fer avec le Cnapest est en train de vivre les effets néfastes du refus de dialoguer avec un partenaire que même le ministère a reconnu comme étant l'un des plus crédibles à l'échelle nationale. Un syndicat qui s'est imposé dans le secondaire et qui est en train de s'élargir vers les deux autres paliers de l'éducation, le moyen et le primaire.

A Bouira, le Cnapest présenté comme la force tranquille et imperturbable dans le secteur de l'éducation a toujours été soutenu dans ses actions par les deux autres paliers de l'éducation. Il ne cessait depuis septembre dernier, d'attirer l'attention des pouvoirs publics et du ministère quant à une réelle possibilité de voir les

choses s'enliser à cause du refus de l'actuel directeur de l'éducation de répondre favorablement à une plateforme de revendications, que ce syndicat avait à trois reprises soumise à ce responsable. Celui-ci, lors de rencontres tenues les 26 et 30 septembre puis le 20 octobre derniers, s'était engagé solennellement et par écrit avec signature du PV de réunion, à régler tous les problèmes soulevés par les enseignants.

Ces problèmes concernent, entre autres, le refus de dialoguer avec le Cnapest et son association dans le règlement des conflits qui engagent les enseignants, la demande de régularisation des arriérés de salaires pour les enseignants principaux et les responsables de matières depuis 2008, puis, récemment, le retard dans le paiement des salaires du mois de janvier.

Las d'attendre et voyant que toutes ces promesses et ces engagements sont restés lettre morte, les délégués du Cnapest sont allés voir le DE ce mardi pour s'enquérir de la situation mais, au lieu d'être reçus, ils

furent accueillis par un important dispositif de sécurité. Le DE venait de faire appel à la force publique pour empêcher ces délégués d'accéder au siège de la Direction de l'éducation.

Aussi, face à tous ces dépassements, conjugués à la colère des enseignants de différents palier qui sont à la fin du mois de janvier sans salaire alors qu'un protocole d'accord avait été signé depuis plusieurs années déjà stipulant que les salaires devaient être versés au plus tard le 15 de chaque mois, avec possibilité de glisser cette échéance pour le seul mois de janvier au 22 du mois ; on décompte 40 lycées sur les 45, et des dizaines de collèges et d'écoles primaires, en grève.

Une assemblée générale est prévue pour aujourd'hui jeudi, par les représentants du Cnapest élargi, afin de décider des actions à suivre pour mettre fin aux agissements du directeur de l'éducation et de ses services.

Y. Y.

AÏN DEFLA

De l'eau potable en permanence pour les habitants de 6 communes

La récente inspection par les plus hauts responsables du secteur des ressources en eau et de l'Algérienne des eaux à la station de traitement et de pompage de l'eau à partir du barrage de Sidi Ahmed Bentaiba sur la commune de Arib, a permis de constater que tout est prêt pour alimenter en eau potable, H24, les populations de 6 communes notamment les 3 situées à l'Est du barrage en l'occurrence Arib, Sidi Lakhdhar, et Khemis Miliana et les 3 autres se trouvant à l'ouest soit Mekhatia, Aïn Defla et Djelida.

Selon nos informations, ce sont quelques 242 413 habitants qui pourront ainsi disposer de l'eau potable en permanence, dès la mise en service de cette station prévue dans les 48 h dès que les dernières analyses biologiques tomberont. Il est même prévu que cette disponibilité bénéficiera à une population estimée à 364 000 habitants à l'horizon 2030 puisque la capacité de traitement de cette structure est évaluée à 500 l/seconde soit 43 200 m³ par jour.

La distribution se fera au moyen d'un réseau de conduites de transport d'un linéaire de 50 km d'est en ouest, réseau déjà entièrement réalisé et les essais effectués. La nouveauté concernant cette station est qu'elle est entièrement gérée par système informatique. Elle aura coûté 4,09 milliards de DA. Cependant si tout est prêt pour permettre à ces populations de disposer de l'eau potable et de

bonne qualité puisque ne provenant pas des nappes phréatiques qui selon certaines sources seraient contaminées par de fortes doses de nitrate et de pesticides principalement celles des périmètres de El Amra et El Abadia où sont pratiquées les cultures extensive et intensive de la pomme de terre avec l'usage inconsidéré de produits chimiques, selon des études réalisées par des chercheurs de l'Université de Khemis Miliana qui ont pu constater la présence de ces produits à des doses dépassant de très loin, les normes fixées par l'OMS. Si donc tout est prêt pour cela, il n'en demeure pas moins qu'il faudra tenir compte de la qualité de la gestion de la ressource par l'ADE et l'entretien des réseaux urbains qui souffrent en de nombreux endroits et secteurs de vétusté, induisant des coupures et des fuites entraînant des pertes considérables du précieux liquide. Pour parer

ces pertes, un vaste programme de rénovation de ces réseaux est en cours. En effet si à Aïn Defla, le chef-lieu de wilaya, le réseau de distribution a été entièrement renouvelé, une opération similaire a été entamée à Khemis Miliana, la commune la plus peuplée de la wilaya, une opération pour laquelle une enveloppe de 60 milliards a été consentie.

L'avancée des travaux de rénovation du réseau de Khemis Miliana est jugée très satisfaisante puisqu'on nous a indiqué qu'elle est pratiquement achevée dans les quartiers périphériques tels que Souffay, Dardara, la Cadat... Et qu'il ne reste que le Centre-ville où les travaux sont en cours.

S'agissant de la distribution des ressources hydroagricoles, une autre station a été réalisée à Djelida pour l'irrigation de la rive gauche du haut Chelif.

Pour cela, de grand travaux ont été réalisés. En effet pour pallier le mauvais choix de la construction du barrage de Haraza dans la commune de Djelida, un barrage qui ne reçoit que d'infimes quantités d'eau des bassins versants, on a commencé, durant les années écoulées, par des remplissages de ce barrage au moyen de pompages à partir de l'eau du Chelif, mais la facture de l'énergie élec-

trique s'est avérée exorbitante. Aussi, on a entrepris de remplir ce barrage en transférant de l'eau par système gravitaire à partir du barrage de Der Der dans la commune de Tarik Ibn Ziad, distant de 15 km. Ainsi c'est grâce à cette station que 4 périmètres agricoles en l'occurrence, Djelida, Oued El Djemaa, Bordj Emir Khaled et Aïn Soltane sont irrigués.

De ce fait, la superficie disposant du réseau d'irrigation est estimée à 20 300 ha tandis que la surface irriguée est évaluée à 4 842 ha.

On indique que cette station refoule en direction des 4 communes précitées, 172 800 m³ par jour et a permis l'amélioration hydroagricole de la superficie cultivable qui est passée de 35 ha à 9267 ha.

Par ailleurs, un important projet de traitement et de transfert d'eau potable en direction des populations des communes de Belaâ, El Maiene et Bathia, entamé au mois de janvier 2012 à partir du barrage de Ouled Mellouk situé sur le territoire de la commune de Rouina est en cours. A noter que ces communes du sud-ouest de la wilaya, souffrent d'un important déficit en eau potable depuis longtemps.

Karim O.

EL AMRA

«Ne touchez pas à notre place publique !»

Le projet d'ériger un marché de fruits et légumes dans l'espace de loisirs situé dans l'enceinte de la Maison de Jeunes, en plein centre de la ville d'El Amra, face la mosquée El Atik, a suscité l'ire de la population et son refus total de voir ce projet se réaliser.

C'est ce qui ressort de la motion portant près de 300 signatures pour l'instant, motion datée de dimanche dernier et adressée au président de l'Assemblée Communale locale et au chef de l'Exécutif de la wilaya. Pour manifester leur opposition à ce projet des centaines de jeunes de plu-

sieurs quartiers de la ville occupent la place depuis l'annonce de la nouvelle et certains ont même dressé une tente et y ont passé la nuit de lundi à mardi. «Nous, habitants de la ville d'El Amra, refusons absolument la réalisation de tout projet, de quelque nature que ce soit, quelle que soit sa destination» peut-on lire dans cette motion. Les signataires justifient ce refus par : «C'est le seul lieu où les enfants et les jeunes des quartiers proches viennent tromper leur ennui et se divertir par la pratique de certains sports en terrain réduit ou seulement se retrouver et respirer» On rapporte aussi que l'APC avait tenté en janvier 2012, d'injecter un programme de logements

sociaux sur cette même place et qu'elle récidive ce mois-ci. On ajoute que cet espace permet à beaucoup d'enfants et de jeunes d'éviter de se livrer à certains jeux sur la chaussée et mieux encore, d'échapper aux tentations d'autres fléaux sociaux tels que la consommation de la drogue, ou le vol. «Nous tenons à défendre notre espace d'oxygène» ajoute-t-on .

Selon certains habitants, la commune dispose d'un autre espace commercial inoccupé depuis longtemps et fermé. Ils s'interrogent alors pourquoi l'APC s'entête-t-elle à réaliser différents projets uniquement sur cet espace «vital» pour les habitants. Par contre, d'autres parties prétendent

que la contestation est fomentée justement par ceux-là même qui sont derrière l'écoulement et la consommation de drogue et que l'installation d'un marché va entraver leurs activités néfastes, nocives et criminelles.

Nous avons tenté à maintes reprises d'entrer en contact, par téléphone avec le P/APC pour connaître les motivations qui incitent les autorités locales à vouloir ériger des réalisations sur cette place, mais en vain. Aux dernières nouvelles, une commission de responsables de la wilaya va être dépêchée sur les lieux, pour connaître les tenants et les aboutissants de cette contestation.

K. O.